

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59109 LILLE Cedex

Lille, le 13 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHANEL PARFUMS BEAUTE (EX BOURJOIS)

ZI n°4 - Rue du Bois Barbier
BP 90330
60880 Le Meux

Références : IC-R/0507/23-NEC
Code AIOT : 0005101336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement CHANEL PARFUMS BEAUTE (EX BOURJOIS) implanté ZI n°4 - Rue du Bois Barbier BP 90330 60880 Le Meux. Cette partie « Contexte et constats » ne sera pas publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'accident de 2019 à Rouen a montré l'importance de pouvoir disposer rapidement d'un état des stocks, à la fois pour la gestion de l'accident par les services de secours et la communication de crise par la préfecture.

Par retour d'expérience de cet accident, les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels des installations classées soumises à autorisation ont été complétées pour imposer la tenue d'un état des matières stockées et la disponibilité de cet état.

Les inspections consistent à contrôler la mise en œuvre des dispositions des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel, tous les établissements soumis à autorisation étant concernés par les dispositions de l'article 49. Quant aux dispositions de l'article 50, elles ne s'appliquent qu'aux établissements Seveso (installations relevant de l'art. L. 515-32 du Code de l'environnement) et à celles soumises à autorisation au titre des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 et 4748 de la nomenclature.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHANEL PARFUMS BEAUTE (EX BOURJOIS)
- ZI n°4 - Rue du Bois Barbier BP 90330 60880 Le Meux
- Code AIOT : 0005101336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CHANEL Parfums Beauté est spécialisée dans les activités de fabrication de parfums et de produits cosmétiques. Elle dispose d'un site logistique implanté sur la commune de Le Meux (60) par lequel transit l'intégralité des parfums et produits cosmétiques de la société. Il permet notamment d'entreposer et de distribuer les produits provenant des sites de fabrication de Compiègne et Chamant.

Le site de Le Meux est autorisé à exploiter ses installations conformément à l'arrêté préfectoral du 10 février 1993 et aux arrêtés préfectoraux complémentaires du 10 janvier 2012 et du 13 avril 2018.

Le site de Le Meux est notamment :

- classé à autorisation au titre de la rubrique 4511 (produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- classé Seveso Seuil-Bas par dépassement direct du seuil de cette même rubrique ;
- classé à enregistrement au titre des rubriques 4331 (Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330) et 1510 (entrepôts couverts : installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustible en quantité supérieure à 500 tonnes).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des dispositions des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/
2	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1	Sans objet
3	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour le public	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	Sans objet
4	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
7	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant répond aux dispositions des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. La gestion des stocks réalisée permet de connaître dans un laps de temps raisonnable (quelques minutes) des produits présents sur le site, leurs quantités et leurs emplacements.

Les tonnages comptabilisés et présentés le jour de la visite d'inspection présentaient un dépassement général pour la rubrique 1510 : l'établissement ne respectait donc pas le cadre de son autorisation.

Par courriel du 11 décembre 2023, l'exploitant a déposé un dossier de porter-à-connaissance relatif à une augmentation des tonnages autorisés au titre de la rubrique 1510.

Suite à son instruction, l'Inspection des installations classées a conclu que :

- l'actualisation présentée était en lien avec la méthode d'obtention du tonnage 1510 et sans augmentation du volume d'activités du site.
- l'augmentation des seuils était due à la sous-estimation initiale effectuée lors de l'APC du 01/08/2022.
- cette actualisation :
 - n'avait pas d'impact sur le régime de classement au titre de la rubrique 1510 ;
 - n'avait pas d'impact sur les prescriptions générales applicables ;
 - n'avait pas d'impact sur le statut SEVESO du site ;
 - n'induisait pas d'impacts environnementaux nouveaux ;
 - n'augmentait pas des impacts environnementaux existants ;
 - ne modifiait pas les conclusions de la dernière étude de dangers, les nouveaux seuils de tonnages 1510 proposés restent bien inférieurs aux quantités prises en compte dans les scénarios d'incendie.

Cette actualisation ne rentre pas dans le cadre d'une modification substantielle telle qu'indiquée par la note du 20 décembre 2021 de la DGPR.

Dès que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire actant la modification du tableau classements aura été signé par Mme la Préfète, l'exploitant respectera le cadre de son autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un fichier relatif à l'état des stocks des substances sur son site. Ce fichier est extrait du logiciel WMS Manhattan. Il reprend toutes les matières premières (combustibles ou non) et produits finis entrants et sortants du site, par code produit. S'agissant des déchets, l'exploitant tient à jour un état des stocks via le même logiciel. Le jour de l'inspection, les deux états des stocks datés du jour ont été vus par l'inspection. Une procédure existe afin d'éditer l'état de stocks ICPE pour le site du Meux selon différents process en fonction des magasins de stockage et à destination de parties prenantes différentes. L'état de stocks permet d'avoir une visualisation à un instant T du poids total des produits inflammables, dangereux pour l'environnement et des matériaux combustibles sur le site. Par défaut, aucun filtre n'est appliqué au rapport, il donne donc une vision macro de la quantité de dangereux des deux grandes familles 4331 (Inflammables) & 4511 (dangereux pour l'environnement). En utilisant les différents boutons de hiérarchie, le rapport permet de donner plus de détails par magasin de stockage/expéditions. Pour les déchets qui sont uniquement stockés dans l'allée 8 du magasin B65, l'état des stocks est également disponible sous le logiciel WMS Manhattan. Pour l'état des stocks 1510 - combustibles (bois, carton, plastique), l'état des stocks est disponible sous le logiciel WMS Manhattan. Pour déterminer la quantité de combustibles 1510 de la zone déchets extérieure, il faut : <ul style="list-style-type: none">- appeler le poste de sûreté et leur demander de comptabiliser visuellement (par caméra) le nombre de balles cartons et le remplissage du plateau palettes cassées ;- saisir ces données dans le fichier Excel « Etat de stocks ICPE hors Power BI » de la partie « Zone déchets extérieure » ;- le calcul du poids se fait ensuite en automatique, en quelques minutes. La sortie de l'état des stocks est assurée par la Fonction Logistique (back-up : autres membres de la cellule POI et Ingénieur IT sur appel). Elle peut être effectuée de n'importe où à partir des outils IT pour les rapports Manhattan et sur un groupe Teams POI Le Meux pour les fichiers Excel, du moment qu'une connexion internet est disponible. Le jour de l'inspection, pour les rubriques 4331 et 4511, les limites de l'autorisation sont respectées.

NC : les tonnages comptabilisés et présentés le jour de la visite d'inspection présentent un dépassement général pour la rubrique 1510 : l'établissement ne respecte donc pas le cadre de son autorisation.

Par courriel du 11 décembre 2023, l'exploitant a déposé un dossier de porter-à-connaissance relatif à une augmentation des tonnages autorisés au titre de la rubrique 1510.

Suite à son instruction, l'Inspection des installations classées a conclu que :

- l'actualisation présentée était en lien avec la méthode d'obtention du tonnage 1510 et sans augmentation du volume d'activités du site.
- l'augmentation des seuils était due à la sous-estimation initiale effectuée lors de l'APC du 01/08/2022.
- cette actualisation :
 - n'avait pas d'impact sur le régime de classement au titre de la rubrique 1510 ;
 - n'avait pas d'impact sur les prescriptions générales applicables ;
 - n'avait pas d'impact sur le statut SEVESO du site ;
 - n'induisait pas d'impacts environnementaux nouveaux ;
 - n'augmentait pas des impacts environnementaux existants ;
 - ne modifiait pas les conclusions de la dernière étude de dangers, les nouveaux seuils de tonnages 1510 proposés restent bien inférieurs aux quantités prises en compte dans les scénarios d'incendie.

Cette actualisation ne rentre pas dans le cadre d'une modification substantielle telle qu'indiquée par la note du 20 décembre 2021 de la DGPR.

Dès que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire actant la modification du tableau classements aura été signé par Mme la Préfète, l'exploitant respectera le cadre de son autorisation.

Par conséquent, l'Inspection ne propose pas de suite administrative.

Type de suites proposées : /

N° 2 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour les autorités

Prescription contrôlée :

1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Constats :

L'état des stocks est géré sous le logiciel Manhattan.

<p>L'état des stocks présenté permet de connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la désignation du produit (dénomination Chanel + nom commercial raccourci) ; - la quantité stockée avec l'unité (kg, l, m³ ou à l'unité) ; - le numéro CAS, - les pictogrammes de dangers associés au produit ; - les mentions de dangers et phrases de risque associées au produit ; - la rubrique ICPE à laquelle il est rattaché, le seuil maximal de la rubrique, le seuil maximal pour le statut SSB, - l'emplacement (magasins, rangées), - le format (état physique) de la matière. <p>Les données de l'état des stocks extrait sous le logiciel Manhattan peuvent être reportées dans le support PowerPoint « État de stocks à destination des secours », le remplissage se fait à la main. Plusieurs trames vierges sont disponibles dans la pochette POI de la fonction Logistique.</p> <p>L'exploitant indique que les batteries ou piles ont été exclues de l'état des stocks étant en très petite quantité sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Observation : Il serait préférable que le document « État de stocks à destination du public » reprenne la localisation sous forme d'un tableau référençant les différents ateliers (sans nécessairement préciser leur localisation exacte).</p>

N° 3 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour le public

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour la population</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. [...] cet état permet de répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données de l'état des stocks extrait sous le logiciel Manhattan peuvent être reportées dans le support PowerPoint « État de stocks à destination du public », le remplissage se fait à la main. Plusieurs trames vierges sont disponibles dans la pochette POI de la fonction Logistique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
Constats : L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés sur le site est disponible sur le serveur informatique accessible à tout le personnel. Il est également accessible à partir du poste de garde et de l'extérieur de l'établissement par le personnel d'astreinte. La recherche se fait par code article. Les FDS d'un même code article sont disponibles par chaque fournisseur et en différentes langues. Par échantillonnage, l'ensemble des fiches de données de sécurité demandées a été présenté. Elles sont assez récentes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks est accessible depuis n'importe quel PC qui dispose de l'application Manhattan. Il est disponible à l'intérieur du site, au poste de garde et peut être consulté de l'extérieur. La procédure "État des stocks" permet de décrire les différentes étapes pour obtenir un état des stocks complet. Lors de l'inspection, l'exploitant a effectué la démarche décrite dans cette procédure en quelques minutes. Cette procédure est intégrée au POI du site. Les cadres d'astreinte sont formés sur cette procédure. L'exploitant dispose d'un état des matières stockées électronique, disponible sur site et également à distance via un VPN.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Prescription contrôlée : 1. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : Le POI du site intègre comme l'indique la procédure "ETAT DE STOCKS ICPE LE MEUX" le référencement de l'état des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des matières stockées – Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour
Prescription contrôlée : [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'état des stocks est mis à jour - en temps réel par une extraction sous le logiciel Manhattan, - hebdomadaire pour les déchets. Le recalage physique est fait de façon périodique, de manière tournante, et a minima tous les trimestres. Une procédure encadre la gestion des déchets sur le site : leur identification, leur étiquetage, leur stockage et leur élimination. La gestion des produits présents et leurs quantités sont intégrées dans cette dernière. Une vérification terrain est faite tous les matins.
Type de suites proposées : Sans suite